



AOÛT.
2018

L'ASSURANCE DES NVEI.

Nouveaux Véhicules Électriques Individuels

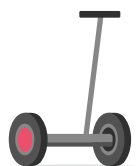
NVEI, c'est quoi ?

Pollution, embouteillages, stationnement difficile à trouver... Bien des raisons ont donné lieu à la création d'un nouveau marché en matière de moyens de transport : les Nouveaux Véhicules Électriques Individuels.

On les appelle les NVEI - ou encore les EDP (Engins de Déplacement Personnel) - ces nouveaux « gadgets » qui commencent à fleurir sur les routes et sur les trottoirs sont riches en variété. Qu'ils soient utilisés en loisir ou pour les trajets du domicile au travail, voici une présentation des membres les plus rencontrés :



La **monoroue « monowheel »**, également appelée gyroroue. Comme son nom l'indique, il s'agit d'une roue sur laquelle se trouvent des pédales de chaque côté. L'utilisateur s'installe debout sur ces pédales et fait avancer la monoroue en se penchant légèrement vers l'avant ou l'arrière. Il peut tourner grâce au mouvement du bassin.



Le **gyropode** : équipé de deux roues et d'un guidon, il est aussi connu sous le nom de Segway, la marque qui l'a popularisé. L'utilisateur se place sur la plateforme située entre les deux roues pour la faire avancer.



L' **hoverboard**, également appelé mini gyropode, se présente comme un gyropode excepté qu'il n'a pas de guidon. L'utilisateur se déplace en se penchant dans différentes directions.

Sans oublier les plus classiques, qui, grâce aux avancées de la technologie présentent désormais une version électrique : la trottinette et le vélo !

Le développement de ces nouveaux moyens de transports engendre une série de questions, notamment : quelles sont les règles de circulation de ces engins ? Quels sont les obligations du conducteur en matière d'assurance ?

Les réponses à ces questions se trouvent dans la suite de l'article : bonne lecture !

Les rédacteurs.



Rachel Atia
Consultante Actuarial Services



Amine Zeffane
Consultant Actuarial Services,
Expertise Leader IARD

Code de la route et équipements de protection.

Sur le trottoir ou sur la route ?

Longtemps, la législation ne s'est pas affirmée sur le sujet et les trottinettes étaient considérées comme devant rouler sur le trottoir ou sur les pistes cyclables, et respecter les droits et devoirs des piétons.

La Direction de l'information légale et administrative a cependant publié une réponse ministérielle en juin 2015 tranchant la question.

Elle fait la distinction entre les engins sans moteur et à moteur :

- les engins sans moteur (trottinette, rollers, skateboard...) ne sont pas assimilés à des véhicules et doivent uniquement être utilisés sur les trottoirs ;

- les engins à moteur dépassant les 6 km/h, la vitesse moyenne d'un piéton, étant homologués et/ou disposant d'un siège sont en revanche considérés comme des véhicules. Par conséquent, ils doivent rouler uniquement sur la chaussée et respecter le Code de la route.



Certaines trottinettes disposent d'un limiteur de vitesse qui peut les empêcher de rouler à plus de 6 km/h. Dans ce cas, elles peuvent tout à fait emprunter les trottoirs.



Casque ou pas casque ?



Il est obligatoire de porter un casque de moto, et non de vélo si l'engin circule sur la route. Le port de gants et de vêtements protecteurs est également conseillé.



Les casques ont été rendus obligatoires pour les cyclistes de moins de 12 ans en mars 2017.

Le bon sens recommande - surtout pour les nouveaux pratiquants - d'avoir une tenue vestimentaire couvrant les bras et les jambes.

Le mot de la FFA

Face à l'essor des gyropodes, hoverboards et autres **trottinettes électriques**, la Fédération Française des Assurances rappelle que l'utilisation de ces nouveaux moyens de locomotion est soumise à la **même obligation d'assurance de responsabilité civile** que les véhicules motorisés tels que les motos ou les voitures.

Depuis leur apparition, ils bénéficient - comme la plupart des nouveautés technologiques - d'un flou

juridique, un laps de temps étant nécessaire pour envisager la création de toutes les règles juridiques qui s'y rattachent.

Puisqu'ils sont motorisés, ils sont classés comme **véhicules terrestres à moteur (VTM)** : l'assurance en responsabilité civile est donc obligatoire pour les éventuels dommages causés à des tiers.

Quelle assurance ? Sur quels critères ?

Les EDP doivent être couverts à minima en assurance responsabilité civile. Cette assurance couvre les dommages occasionnés, par exemple, dommages corporels sur un piéton ou dégâts matériels avec un véhicule.

Pour être en règle avec l'obligation légale d'assurance, il faut donc impérativement déclarer l'utilisation de son engin motorisé à son assureur.

Peu de gens le savent ou en tiennent compte mais, la conduite sans assurance d'un véhicule motorisé constitue un délit.

L'article L 324-2 du Code de la route prévoit des sanctions pénales sévères en cas d'absence d'assurance (amendes, suspension du permis de conduire).

Vous l'avez compris, il faut donc souscrire une assurance si vous possédez ce type d'engin, mais à qui s'adresser ?

Pour commencer, rapprochez-vous de votre assureur. C'est ensuite lui qui vous guidera vers l'une des deux possibilités suivantes :



- souscrire un contrat d'assurance spécifique pour l'utilisation de votre engin de déplacement personnel (EDP) ;
- adapter la garantie responsabilité civile vie privée de votre contrat d'assurance habitation pour que cette garantie couvre votre responsabilité lorsque vous utilisez votre EDP.

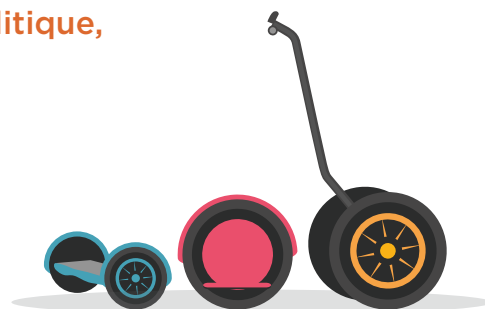
EN PRATIQUE

- ▶ Les vélos et les trottinettes non motorisés bénéficient quasi systématiquement de la couverture en responsabilité civile offerte par l'assurance multirisque habitation.
- ▶ Toutes les compagnies n'appliquent pas les mêmes politiques.
- ▶ Il faudra souscrire un contrat spécifique dans le cas où le contrat d'assurance habitation exclut ce type d'appareils ou, plus généralement, tous les dommages causés par des véhicules terrestres à moteur.

Toutes les compagnies n'appliquent pas la même politique, quels sont les critères retenus ?

Les critères actuellement utilisés pour définir le type de contrat (extension MRH ou contrat spécifique) sont :

- la vitesse (généralement limitée à 6 km/h) ;
- le type d'engin ;
- son degré de motorisation (autonome ou à traction).



Combien ça coûte ? Tarif unique ou critères de tarification ?

Concrètement, le risque de collision avec un tiers dépend bien entendu du comportement du conducteur du NVEI. De nouveaux modèles de tarification, avec la mise en place d'une segmentation des usagers, au même titre que pour l'assurance automobile par exemple, pourraient émerger.

Ceci n'est pas d'actualité et ne le sera sûrement jamais. Et pour cause : le coût de ces engins est bien loin

d'atteindre celui d'une automobile, les utilisateurs ne sont donc pas prêts à honorer une prime importante pour les assurer. Côté assureur, les écarts tarifaires observés seraient trop faibles pour compenser le coût de mise en place et d'entretien du modèle tarifaire.

► Fourchette de prix des NVEI obtenue à partir des prix affichés sur différents sites marchands

Type d'engin	Fourchette basse	Fourchette haute	Critère(s) de performance
Trottinette électrique	200 €	1 300 €	Vitesse, design, solidité
Vélo électrique	800 €	5 000 €	Capacité batterie, taille de la roue
Gyropode	1 500 €	6 000 €	Autonomie, poids, options (LED, Bluetooth)
Monoroue	500 €	3 000 €	Puissance, vitesse, autonomie, confort
Hoverboard	100 €	1 000 €	Vitesse, autonomie, options

Aujourd'hui, assurer un NVEI ne vous coûtera que quelques dizaines d'euros à l'année. Les prix varient cependant selon les assureurs.

Une étude a été réalisée auprès des grands assureurs du marché et le verdict est sans appel : parmi tous les assureurs contactés, aucun n'a manifesté un prix

différent en fonction du profil du conducteur. Le coût de l'assurance d'un NVEI est fixe, assimilable au prix d'une option pour une garantie souscrite dans un contrat.

Bien entendu, l'ajout de garanties autres que la responsabilité civile fait monter la prime !

Les garanties optionnelles.

Tel que précédemment évoqué, il faut à minima être assuré en responsabilité civile pour conduire en toute légalité un NVEI. Cette dernière permet de couvrir l'utilisateur en cas de dommage - corporel ou matériel - causé à autrui.

Il est également possible d'ajouter d'autres garanties telles que :

- la garantie « Vol », à noter que si votre engin est couvert par votre assurance multirisques habitation, il est protégé contre le vol mais uniquement lorsqu'il est sous votre toit. Il vous faudra souscrire une

extension pour l'assurer contre le vol hors de chez vous ;

- la garantie « Protection corporelle du conducteur » : la RC ne vous protège pas si vous vous blessez vous-même, cette garantie additionnelle permet donc de vous couvrir si vous vous blessez ;
- la garantie « Incendie ».



Attention aux clauses de couverture du contrat : les sinistres et accidents causés si vous étiez sous l'emprise de la drogue ou de l'alcool sont souvent exclus !

Sanctions prévues en cas de non assurance.

Quelles sanctions si je n'ai pas d'assurance ?



En cas d'utilisation d'un gyropode, d'un hoverboard ou d'une trottinette électrique, la peine encourue en cas de non assurance est en principe de 3 750 € d'amende (article L. 324-2 du code de la route) et 7 500 € en cas de récidive.

La partie financière peut être accompagnée d'une peine complémentaire comme la suspension du permis, son annulation avec interdiction de le repasser ou la confiscation du véhicule.

Pour désengorger les tribunaux, la loi de modernisation de la justice a mis en place une amende forfaitaire de 500 € (minorée à 400 € en cas de première infraction).

Que se passe-t-il si un véhicule motorisé non assuré percute un piéton et le blesse ?

Si vous blessez un piéton avec votre EDP alors que vous n'êtes pas assuré, le Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires (FGAO) intervient pour

indemniser la victime mais se retournera contre vous pour récupérer les sommes versées à la victime, majorées de 10 % (Source : FFA).

Taille du parc à assurer et assuré.

Aucune étude n'ayant été lancée par un professionnel du secteur des NVEI, il est difficile d'avoir les chiffres exacts concernant le nombre d'utilisateurs de ces engins.

Selon un sondage réalisé en mars 2018 par Aviva, 3 % des français utiliseraient déjà des NVEI, soit 1,5 million de personnes, et 17 % ont l'intention d'en utiliser prochainement, soit 8,5 millions d'utilisateurs potentiels.

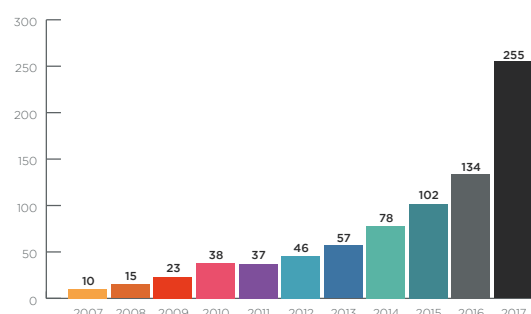
Cependant, pour Christophe Bayart, dirigeant de Mobility Urban (enseigne de distribution de NVEI), la réalité du marché tournerait autour de 400 000 - 500 000 usagers.



C'est surtout le marché du vélo électrique qui a connu une croissance exponentielle en France. Les ventes de vélo électrique ont augmenté de 90 % entre 2016 et 2017, croissance favorisée par le bonus écologique mais pas uniquement : les utilisateurs ont également compris que le vélo électrique n'était pas un simple vélo auquel on avait ajouté un moteur mais bien un moyen de transport à part entière.

Côté trottinettes électriques, pas moins de 50 000 trottinettes ont été vendues en France en 2017, c'est cinq fois plus qu'en 2015 !

► Évolution du nombre de VAE vendus en milliers entre 2007 et 2017 - Source : observatoire du cycle 2017



Pourtant, le nombre d'assurés ne suit pas la croissance exponentielle des ventes.

En effet, la réglementation est peu connue des utilisateurs et l'offre d'assurance encore « mal maîtrisée » des agents (difficulté à communiquer un tarif à la demande, lapse de temps nécessaire à la vérification des conditions d'application du contrat et des couvertures proposées).

Pour augmenter le nombre d'assurés, il faudrait que l'utilisateur soit informé lors de son achat de l'obligation d'assurance RC qui lui incombe.

Rares sont les acteurs qui aujourd'hui proposent à leurs clients une assurance adaptée à chaque engin.

État des lieux du marché et des offres proposées.

Si les assureurs ont conscience de l'essor de ces nouveaux véhicules, ils ne proposent pas encore tous de contrats spécifiques. Face à l'absence de réglementation, ces derniers se sont organisés par eux-mêmes et appliquent des politiques bien différentes !

Comme expliqué plus haut, il existe deux types d'assurances : l'assurance responsabilité civile du NVEI est prise en charge par le contrat d'assurance habitation OU un contrat spécifique est à établir. En revanche, les critères utilisés pour définir lequel des deux types de contrat sera applicable au NVEI sont différents selon l'assureur.

De nombreux acteurs du marché (plus de 80 %) utilisent comme critère la **vitesse** de l'engin avec une limite généralement située à 6km/h, se conformant ainsi également à la réglementation en termes de droit ou non de circuler sur la voie publique.

Attention, cette limite n'est pas universelle : certains assureurs optent pour 5 km/h, 8 km/h voire 9 km/h !

Pour les autres, ce sera le critère de la motorisation qui sera retenu :

- si l'engin peut se déplacer seul (gyropode, hoverboard...), son propriétaire doit souscrire un contrat « Assurance engins spéciaux » incluant d'office la garantie responsabilité civile avec une extension possible au vol et à l'accident (tiers, tout risque) ;
- en revanche, les engins qui avancent par la force humaine (trottinette non motorisée, vélo à assistance électrique) restent inclus dans le contrat habitation du groupe et sont assurés au même titre que du mobilier pour le vol et l'incendie quand ils sont DANS l'habitation.

Parfois, ces deux critères – vitesse et mobilité – se cumulent : c'est le cas par exemple d'un assureur qui propose d'assurer par des contrats auto adaptés en fonction de l'engin (2 roues, ou engins spéciaux) les engins qui avancent par la force humaine mais dont la vitesse maximale excède 6 km/h.

En termes de garanties additionnelles proposées, dans le cas où le NVEI ne fait pas l'objet d'un contrat spécifique (pris en charge par le contrat MRH), la plupart des assureurs proposent une option « matériel en tout lieu » pour les assurer contre le vol, la casse et l'incendie en dehors de l'habitation. Il est également possible d'ajouter la garantie protection du conducteur (entre 5 € et 13 € selon les profils et les garanties souscrites).

Parlons à présent tarif ! Bien entendu, si votre EDP entre dans le cadre des conditions du contrat multirisque habitation, vous n'avez rien à payer pour être assuré en responsabilité civile. Il faudra juste prévoir un supplément pour les garanties additionnelles ;

environ 45 €/an pour les garanties vol et casse avec une option « protection mobilité ».

Dans le cas où votre EDP n'entre cette fois-ci pas dans les conditions du contrat multirisque habitation, il va falloir prévoir un budget un peu plus important : comptez autour de 8 €/mois et par engin à assurer pour les garanties RC, défense pénale du conducteur et protection du conducteur.

De plus, une condition est imposée par l'assureur : la souscription d'un contrat spécifique pour un NVEI est impossible dans le cas où l'assuré ne fait pas déjà partie du portefeuille. Ces contrats sont ajoutés en « annexe » d'autres contrats (auto ou MRH).



Conclusion.

Le marché de l'assurance des NVEI est encore inconnu du public et les assureurs mettent en place des solutions d'assurances « rapides » et « peu coûteuses » afin de satisfaire le besoin d'assurance imposé par le code des assurances. Si pour le moment, il est impossible de détacher l'assurance de ces produits

d'un contrat d'assurance automobile ou MRH, ce sera peut-être l'objet d'un marché émergent d'assurances « peu coûteuses » avec des offres plus variées (remplacement du NVEI en cas de casse ou de vol, prêt d'un NVEI de rechange en cas de réparation etc.).



Société de conseil indépendante, Optimind accompagne les organismes assureurs, banques et grandes entreprises dans le ciblage des opportunités de nature à accroître leurs performances. Nous apportons du conseil et des solutions pour répondre aux défis majeurs de la compétitivité, de la transformation et de la réglementation. Ces enjeux, malgré les risques, offrent des opportunités de développement considérables. Nos lignes de services couvrent chaque maillon de la chaîne de valeurs de nos clients : Strategy, Finance, Risk, Compliance, Market, Human Resources, Digital Transformation, Data, BPO.

optimind.com

Votre contact.

Marine de Pallières - Communication & Public Relations Manager
T/ +33 1 48 01 91 66 - marine.depallieres@optimind.com



Libérez le potentiel de vos données
et entrez en toute conformité dans l'ère digitale



Agence de conseil en communication sociale
au service des entreprises